

Evolution des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité

Date de la contribution : 16/05/2025

Introduction

Questions relatives aux prestations d'acheminement

Question 1 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation « Enquête » et les nouvelles modalités de communication et de traitement envisagées dans le cas d'une suspicion de fraude sur le dispositif de comptage ?

Défavorable

Commentaire :

ENGIE n'est pas favorable à la suppression de la mention « utilisation frauduleuse de l'installation » dans la description de la prestation « Enquête » ni à la mise en place d'un canal alternatif pour traiter les cas de fraude supposée par le fournisseur (ou par le client, par l'intermédiaire de son fournisseur) via une demande d'instruction ad hoc avec le formulaire M002.

En effet, la prestation « Enquête » est actuellement soumise à un standard de réalisation sous 10 jours ouvrés avec une facturation de 35,86 euros TTC s'il n'y a pas de dysfonctionnement avéré, tandis que la M002, qui concerne des demandes diverses, n'est pas encadrée par un délai de réalisation ni par des règles de facturation. Il nous semble, pour le sujet lié aux fraudes, essentiel de définir clairement les délais et les coûts associés à cette procédure pour éviter toute confusion.

De plus, la diversité des demandes en M002 rend leur suivi assez complexe, ce qui peut être gênant compte tenu de l'importance du sujet. C'est pourquoi nous proposons plutôt de structurer la prestation « Enquête » avec différents items pour mieux différencier les types de demandes, notamment les cas de fraude. Cela permettrait de mieux cibler les interventions et d'améliorer l'efficacité du traitement des suspicions de fraude.

Nota – Au vu de l'ampleur croissante du problème des fraudes au compteur Linky, ENGIE appelle par ailleurs la CRE à faire de ce sujet l'objet d'un traitement en profondeur dans une instance ad hoc.

Question 2 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant le traitement des demandes de contrôle de tension instantané (sans pose d'enregistreur) ?

Favorable

Commentaire :

ENGIE partage l'orientation préliminaire de la CRE concernant le traitement des demandes de contrôle de tension instantané (sans pose d'enregistreur). ENGIE partage également l'avis de la CRE selon lequel le formulaire M002 ne doit pas se substituer au catalogue des prestations annexes et traiter une multiplicité de demandes variées.

ENGIE suggère de faire évoluer les outils existants pour mieux répondre à ces demandes spécifiques. Par exemple, il serait pertinent de mettre en place des sous-types de prestations pour le contrôle de tension instantané, ou de créer une nouvelle prestation dédiée à ce type de demande. Cela permettrait de mieux organiser les interventions et de s'assurer que les techniciens disposent de l'équipement approprié avant leur déplacement.

De plus, ENGIE souligne que le formulaire M002 ne dispose pas de webservices, de délai de traitement défini, ni d'incitation. Le suivi et la bonne réalisation des demandes via ce formulaire sont donc plus compliqués. Il est essentiel de garantir un suivi efficace et des délais de traitement clairs pour répondre aux attentes des clients.

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation « Relevé spécial » ?

Favorable

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE, visant à simplifier la prestation « Duplicata de document » en supprimant la condition « aux seuls documents de moins de 12 mois » ?

Favorable

Question 5 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'introduction d'une prestation « raccordement anticipé des producteurs en BT > 36 kVA » ?

Favorable

Commentaire :

ENGIE comprend que cette prestation est annexe, donc à la main du producteur, et ne concernerait que les installations en BT. Par ailleurs cela ne concernerait pas le cas des autoconsommations pour laquelle le PDL de soutirage existe déjà, ni les demandes de raccordements sur des sites existants.

Dans ce contexte, ENGIE partage l'orientation préliminaire de la CRE et est favorable à la proposition d'Enedis de proposer cette prestation aux futurs producteurs en raccordement anticipé, et de la facturer à hauteur de 5,40 €/kW.

Question 6 : Avez-vous des remarques concernant l'introduction de cette prestation, les modalités tarifaires envisagées et les modalités de mise en œuvre pour les ELD ?

Ne se prononce pas

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation « Vérification visuelle sur le dispositif de comptage » ?

Favorable

Commentaire :

ENGIE est favorable à l'ouverture de la prestation à de nouveaux segments de clients. Nous soutenons la proposition d'Enedis d'étendre l'accès à la « Vérification visuelle des compteurs » aux points de connexion raccordés en BT > 36 kVA et en HTA.

Question 8 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la différenciation des tarifs associés à la prestation de « Vérification visuelle sur le dispositif de comptage » par catégorie de client ?

Non

Commentaire :

ENGIE ne partage qu'en partie l'analyse de la CRE concernant la différenciation des tarifs associés à la prestation de « Vérification visuelle sur le dispositif de comptage » par catégorie de client. En effet, nous soutenons la proposition d'Enedis d'étendre l'accès à la « Vérification visuelle des compteurs » aux points de connexion raccordés en BT > 36 kVA et en HTA. Cependant, nous nous interrogeons sur les raisons justifiant l'écart de tarification proposé (multiplication du tarif par 4 d'un segment à l'autre), sachant qu'aujourd'hui, la prestation de vérification métrologique, incluant la dépose et l'envoi en laboratoire, est facturée 322,05 € pour toutes les catégories de clients sans différenciation.

Nous aimerions avoir des explications sur la complexité et la technicité des installations à contrôler, afin de pouvoir justifier de cet écart de tarification auprès des clients.

Question 9 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'intégration du cas d'usage de « Passage à monophasé/triphasé ou triphasé/monophasé à iso-puissance » aux prestations proposées par les GRD d'électricité et aux modalités de facturation envisagées ?

Favorable

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'ajout au catalogue de la prestation « LinkyReady » en tant que prestation expérimentale incluant les lots 2 et 4, et l'intégration des lots 1, 3 et 5 dans la liste des prestations concurrentielles d'Enedis ?

Favorable

Commentaire :

1. ENGIE est favorable à l'expérimentation de la prestation "LinkyReady" qui permettra aux particuliers d'acheter des produits capables de décoder les informations de la TIC transmise par le compteur Linky. Néanmoins, il conviendra d'être vigilant dans son articulation avec d'autres labels en cours de développement, par exemple le label Flex Ready afin de ne pas perdre les utilisateurs.

Question 11 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la tarification de la délivrance de l'autorisation de marquage (lot 2) ?

Oui

Commentaire :

Oui, les coûts de cette prestation doivent être intégralement couverts par le prix facturé au client qui en bénéficie.

Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la prestation « Télé-action sous IP » ?

Oui

Commentaire :

ENGIE partage l'avis de la CRE : dès lors que d'autres sociétés prestataires sont en mesure de proposer ce service d'action à distance, il n'y a pas de raison de réserver cette prestation à l'opérateur de distribution publique d'électricité.

Question 13 : Partagez vous l'analyse de la CRE sur la pérennisation de la prestation expérimentale « Analyse de la qualité d'alimentation » ?

Oui

Commentaire :

ENGIE partage l'analyse de la CRE sur la pérennisation de la prestation expérimentale « Analyse de la qualité d'alimentation ». Cette prestation apporte une valeur ajoutée significative en fournissant des rapports détaillés sur la qualité de l'électricité, ce qui est essentiel pour les fournisseurs et leurs clients.

Question 14 : Partagez vous les orientations de la CRE concernant la limitation de l'accès à la prestation aux seuls fournisseurs, et la suppression de l'option relative à l'analyse des interruptions d'alimentation ?

Oui

Commentaire :

ENGIE comprend les raisons sous-jacentes à la limitation de l'accès à la prestation aux seuls fournisseurs, car cela permettrait de réduire les demandes non pertinentes et d'assurer un meilleur suivi. Cependant, il est crucial de fournir des explications claires aux fournisseurs pour qu'ils puissent comprendre et solliciter cette prestation de manière appropriée. Il est également important de prêter attention aux réclamations des clients et de définir clairement les suites à donner en cas d'anomalie détectée.

En ce qui concerne la suppression de l'option relative à l'analyse des interruptions d'alimentation, nous partageons l'avis de la CRE selon lequel cette analyse est aussi importante que celle des perturbations d'alimentation. Par conséquent, nous recommandons de maintenir cette option et de clarifier la description de la prestation pour recentrer les demandes sur les analyses d'interruptions observées par les clients, et définir là aussi clairement les suites à donner en cas d'anomalie détectée.

Questions relatives aux prestations à destination des responsables d'équilibre

Question 15 : Partagez vous l'analyse de la CRE sur la reconduction de la prestation expérimentale « Transmission anticipée en RecoTemp des Bilans détaillés par sous profil et par fournisseur/acheteur » (S515) ?

Oui